



FONDAZIONE CENTESIMUS ANNUS PRO PONTIFICE

DECLARATION 2017

CONSTRUIRE DES ALTERNATIVES POUR PROMOUVOIR LA DIGNITE HUMAINE

LE MANDAT DU PAPE

Dans son discours du 13 mai 2016, le Pape François a demandé à la Fondation Centesimus Annus pro Pontifice (CAPP)¹ de « *contribuer à engendrer de nouveaux modèles de progrès économique plus directement orientés vers le bien commun, vers l'inclusion et le développement intégral, vers l'accroissement du travail et l'investissement dans les ressources humaines* ».

Traduire ces objectifs en pratique exige des changements dans le comportement économique et l'engagement personnel à divers niveaux, des institutions politiques à la gestion des entreprises, jusqu'aux travailleurs et aux consommateurs. Ces changements remettent en question des attitudes sous-jacentes, comme le fait constamment l'Eglise dans la pensée sociale catholique, à savoir les différentes versions prédominantes de l'éthique - utilitariste, positiviste, sentimentale - ou, à un autre niveau, l'idée que l'augmentation de la valeur de l'action ('shareholder value') puisse être un objectif suffisant pour assurer à lui seul que l'économie œuvrera pour le bien commun. Remettre en question des attitudes morales est d'autant plus urgent dans le contexte d'une économie numérique, qui offre de nouvelles possibilités d'inclusion, mais qui pose également de nouveaux défis éthiques. Comme les Papes le répètent inlassablement depuis plus de 125 ans, la dignité de toutes les personnes humaines doit être la véritable boussole dans cette recherche. Et ce message peut être compris et partagé aussi bien par les chrétiens que par les non-chrétiens.

La Fondation Centesimus Annus pro Pontifice s'adresse à des personnes qui œuvrent dans la vie économique. Dans le cadre de notre mandat, il est utile de confronter les exhortations morales avec les analyses faites par des experts académiques et avec l'expérience de professionnels, apportant ainsi une dimension de viabilité à la recherche

¹ La Fondation Centesimus Annus pro Pontifice, guidée par des laïcs, et dont le siège est au Vatican, est une plate-forme sur la doctrine sociale catholique appliquée à la vie sociale et économique. Cette déclaration se base sur les activités récentes et a été approuvée par son conseil d'administration le 3 mars 2017. De plus amples détails sont disponibles sur www.centesimusannus.org.

de modèles alternatifs.

Au cours des deux dernières années, la Fondation a concentré son travail sur trois thèmes principaux. Tous les trois offrent des possibilités de se concentrer sur les alternatives constructives :

- *Initiative des entreprises dans la lutte contre la pauvreté*
- *Une économie numérique au service du bien commun*
- *De nouvelles alliances dans la recherche de réformes économiques inclusives.*

1. INITIATIVE DES ENTREPRISES DANS LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE²

*« Pour que tous ces hommes et femmes concrets puissent échapper à l'extrême pauvreté, il faut leur permettre d'être de dignes acteurs de leur propre destin. Le développement humain intégral et le plein exercice de la dignité humaine ne peuvent être imposés. Ils doivent être édifiés et déployés ».*³

La croissance économique et un marché inséré dans un tissu d'institutions et de relations sociales sont les seuls contextes dans lesquels la pauvreté a été réellement réduite de façon significative. Mais cela ne suffit pas : il existe des exigences constantes de développement humain auxquelles la croissance économique ne peut répondre à elle seule.⁴ Une meilleure mesure et une meilleure compréhension de la pauvreté sont nécessaires. La meilleure façon de faciliter un processus de développement humain et participatif est l'initiative entrepreneuriale autonome et responsable.

- Les chiffres sur les revenus ne mesurent pas la pauvreté de façon adéquate. Les experts sont les pauvres eux-mêmes, et ce qui est mesuré devrait correspondre à leur expérience de privations multidimensionnelles et cumulées. La Fondation CAPP désire soutenir la recherche et la reconnaissance de nouvelles méthodologies comme, par exemple, le Fordham Francis Index (FFI) développé par le programme international d'économie politique et de développement de l'université de Fordham. Celui-ci se base sur les priorités du Saint-Père et inclut sept indicateurs facilement accessibles : l'eau, la nourriture, le logement, l'emploi, l'éducation, l'égalité de genre et la liberté religieuse.
- La véritable alternative aux approches utilitaristes bureaucratiques est un parcours fondé sur la personne, favorisé de l'intérieur par l'entrepreneuriat et aidé de façon concrète de l'extérieur. L'objectif devrait être de favoriser les petites et moyennes entreprises, qui sont la structure portante des économies développées. Dans ce

2 Des débats lors la conférence internationale de la Fondation CAPP au Vatican, en mai 2016 et de la conférence de la Fondation CAPP-USA/Fordham University, New York, septembre 2016

3 Pape François, *Rencontre avec les membres de l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies*, 25 septembre 2015

4 Fondation Centesimus Annus pro Pontifice, Déclaration 2015, *Pour réformer l'économie de marché: l'esprit d'entreprise au service du développement humain*

processus, le profit ne doit pas être considéré comme un mal par rapport à la réduction de la pauvreté. Les pauvres sont pauvres parce qu'ils sont exclus des réseaux de productivité et d'échange. Les chefs de petites entreprises devraient être aidés à atteindre la masse critique; les politiques de crédit et les politiques gouvernementales devraient viser à ce processus de création de richesse, et pas simplement à réduire la pauvreté.

- Le monde des affaires en général répond à la responsabilité éthique envers les pauvres à travers des projets philanthropiques, et cela est à la fois positif et nécessaire pour certaines activités, qui ont besoin de subventions constantes. Mais, de façon plus créative, un nombre croissant d'entreprises et d'institutions financières utilisent leurs propres modèles d'entreprise, pour contribuer à réduire la pauvreté, en particulier en ce qui concerne la promotion de l'entrepreneuriat, le développement de petites entreprises, les logements abordables et le soutien à des groupes de femmes. Les bonnes pratiques de ce genre doivent être connues et étendues.
- Il existe des possibilités de partager les risques à travers une collaboration transversale entre sociétés et banques dans des programmes d'investissement ayant un impact sur le développement, élaborés en dialogue avec les parties concernées. A la lumière de la doctrine sociale de l'Eglise, des « brokers de bonne volonté » sont nécessaires, *des médiateurs plutôt que des intermédiaires*⁵, qui puissent rapprocher des sociétés et des banques avec des initiatives locales et des groupes de développement. Les membres de l'Eglise peuvent apporter une force institutionnelle, une crédibilité, une connaissance et une générosité impartiale à ces contacts.
- La crise des réfugiés et la lutte contre le trafic d'êtres humains exige une action spécifique. Mais l'objectif à long-terme devrait être, comme l'a indiqué le Pape François, « *défendre le droit de chacun à vivre avec dignité, avant tout en exerçant leur droit à ne pas émigrer pour contribuer au développement du pays d'origine* ». ⁶
- L'inégalité de revenu, même dans les pays développés, implique une vulnérabilité dangereuse pour de nombreuses personnes et familles. Pour aider les personnes à s'aider elles-mêmes et éviter de retomber dans la pauvreté, il faut promouvoir de nouvelles initiatives de partage touchant un plus grand nombre de personnes, en particulier dans l'Eglise. C'est l'idée de base du réseau de *Fonds volontaires de solidarité*, qui est en train d'être institué à la suite des débats qui se sont tenus lors de plusieurs réunions de la Fondation CAPP.

5 Entretien avec le Pape François, *El País*, 22 janvier 2017

6 Message pour la Journée mondiale du migrant et du réfugié 2016

2. LE TRAVAIL ET LES SALAIRES DANS LES ECONOMIES DEVELOPPEES : TECHNOLOGIE NUMERIQUE, CRAINTE DE LA PERTE DE L'EMPLOI ET EDUCATION⁷

*« Le travail devrait être le lieu de ce développement personnel multiple où plusieurs dimensions de la vie sont en jeu : la créativité, la projection vers l'avenir, le développement des capacités, la mise en pratique de valeurs, la communication avec les autres, une attitude d'adoration. C'est pourquoi, dans la réalité sociale mondiale actuelle, au-delà des intérêts limités des entreprises et d'une rationalité économique discutable, il est nécessaire que l'on continue à se donner comme objectif prioritaire l'accès au travail... pour tous ».*⁸

Le travail décent constitue une part vitale du développement humain. De nos jours, l'industrie, le commerce et les activités financières, ainsi que les institutions publiques, doivent affronter de profonds défis et opportunités dans le contexte de la numérisation et du « big data ». Ces innovations transformatrices offrent des potentiels importants en vue de la finance inclusive et du développement économique, mais elles présentent également des défis pour l'avenir des emplois. Elles soulèvent également une série de nouvelles questions éthiques relatives à la vérité dans la communication, les contraintes de temps extrêmes, les incertitudes quant à l'avenir du travail significatif, le manque de relations interpersonnelles et la question de la responsabilité morale dans les processus d'apprentissage guidés par des machines. La force et les effets de l'*impératif technologique* sous-jacent sont difficiles à discerner : la technologie est un moyen, mais il est parfois difficile de distinguer les objectifs qu'elle poursuit. Les groupes ecclésiaux doivent actualiser leur pensée sur la légitimité de l'*impératif technologique* et sur les questions éthiques typiques de l'hyper-connectivité.

Un cadre complet des effets de l'actuelle révolution numérique sur l'emploi ne pourra apparaître que lorsque les technologies seront standardisées et consolidées. Alors que « les robots et les ordinateurs dévorent les postes de travail », une analyse sereine est nécessaire sur les emplois qui disparaissent et les autres qui apparaissent, en tenant compte de l'histoire, et sans cultiver de propositions utopiques de revenu universel et de « fin du travail », qui porteraient atteinte à la dignité et à la liberté humaines. Nous devons également identifier les obstacles au changement existants, qu'ils concernent la loi, la gestion ou l'éducation : parfois, les licenciements ne sont pas dus à la technologie, mais ils sont la conséquence de changements dans les comportements des consommateurs ou le prix payé pour les erreurs de gestion du passé. L'Eglise peut jouer un rôle important pour éduquer le choix des consommateurs. La numérisation doit être analysée de pair avec les pressions démographiques et inter-générationnelles. Il existe également des signaux positifs d'une nouvelle mentalité liée au travail, encore limitée à une petite minorité, selon laquelle la flexibilité est considérée comme une opportunité pour réaliser des activités autonomes et significatives axées sur la communauté.

7 Des débats à la Conférence italienne de la Fondation CAPP/Civiltà Cattolica, Rome, novembre 2016 et de la consultation de la Fondation CAPP/Universidad Pontificia Comillas/BBVA, Madrid, janvier 2017

8 *Laudato sí*, n. 127

- Le secteur public, tant comme régulateur que comme promoteur de nombreux développements techniques, peut jouer un rôle pour influencer la direction et le rythme du changement technique, afin de minimiser ses effets négatifs sur l'emploi et les conditions de travail. Le débat dans le domaine de l'éducation, des systèmes de protection sociale, des politiques publiques et privées à l'ère numérique exige également un nouveau départ dans le dialogue entre les employés et les travailleurs. La doctrine sociale catholique pourrait offrir une plate-forme pour un tel dialogue libre et constructif entre les partenaires sociaux.
- Nous encourageons l'utilisation transparente et coopérative de la technologie des « big data » en vue du bien commun: par exemple pour la finance inclusive, une meilleure gestion des risques sectoriels, la protection contre les catastrophes naturelles, des marchés de l'emploi fonctionnant bien, le développement des relations commerciales internationales.
- Les politiques en matière d'éducation doivent revaloriser le prestige de la formation professionnelle. Un soutien financier devrait être apporté aux institutions de formation pratique, à partir desquelles des possibilités d'accéder à l'université devraient être mises en place pour les personnes ayant le plus de prédispositions académiques.
- La formation permanente des travailleurs est une responsabilité de l'entreprise essentielle pour permettre un équilibre entre la flexibilité et la sécurité.
- La portabilité des droits sociaux et le principe de contribution sont essentiels pour continuer de transférer la protection du poste de travail vers la personne du travailleur.
- Les dirigeants et les travailleurs devraient unir leurs efforts pour connaître l'environnement numérique de façon à promouvoir la motivation au travail.
- De nouvelles façon de combiner l'initiative publique et privée sont nécessaires pour examiner les possibilités pour les chômeurs (jeunes et plus âgés) de trouver un emploi. Les activités d'assistance à la personne doivent être réévaluées et mieux rémunérées.

3. NOUVELLES ALLIANCES POUR LE CHANGEMENT⁹

*« J'adresse une invitation urgente à un nouveau dialogue sur la façon dont nous construisons l'avenir de la planète. Nous avons besoin d'une conversion qui nous unisse tous, parce que le défi environnemental que nous vivons, et ses racines humaines, nous concernent et nous touchent tous ».*¹⁰

A travers son enseignement et son action diplomatique, le Saint-Siège exerce un rôle permanent en tant qu'autorité morale mondiale. Par exemple, sur le thème des « populations et régions entières déplacées, tentant de fuir la guerre, la persécution,

9 De la Conférence internationale de la Fondation CAPP, Vatican, mai 2016

10 *Laudato sí*, n.14

*l'exploitation et la pauvreté, (...) le Saint-Siège continuera d'encourager les gouvernements à dépasser toute forme de nationalisme étroit et, par-dessus tout, à reconnaître l'unité de la race humaine. (...) Les migrants sont des hommes et des femmes jouissant des mêmes droits universels, avant tout le droit à la vie et à la dignité. Le devoir de toutes les sociétés civiles, y compris le secteur commercial de ces sociétés, est d'accompagner cette action et de s'engager activement à accueillir et à intégrer les migrants et les réfugiés ».*¹¹

Ce message ne s'adresse pas seulement aux membres de l'Eglise catholique. Son efficacité dépend de la capacité des croyants et des non-croyants, chrétiens ou autres, à unir leurs forces en vue d'un programme fondamental commun qui est essentiel pour la durabilité de notre planète et pour une recherche raisonnable de la dignité pour tous. Nous devons laisser de côté les anciennes voies établies, parfois sclérosées, et promouvoir des possibilités de nouvelles alliances fondées sur la responsabilité partagée et les intérêts communs. Cela exige de nouveaux débats éthiques : *« Le défi nécessite profondeur, attention à la vie, sensibilité spirituelle. Dialoguer signifie être convaincu que l'autre a quelque chose de bon à dire ».*¹²

Promouvoir de nouvelles alliances pour le changement se traduit par deux orientations pratiques immédiates :

- Pour un dialogue utile, nous devons être capables de présenter des arguments convaincants contre les maux moraux d'une façon qui ne soit ni exclusive, ni relativiste. Dans ce but, en tant que laïcs chrétiens, nous devons consacrer davantage de temps et d'efforts à notre propre éducation et formation, en abandonnant une attitude passive en tant que membres de l'Eglise et en étant capables de soutenir un débat mûr et constructif sur des questions morales avec toutes les personnes de bonne volonté.
- Les politiques commerciales des entreprises et nos engagements publics devraient comprendre l'écoute des pauvres et inclure leurs objectifs comme critères pleinement légitimes.

PRESPECTIVES D'AVENIR

La Fondation CAPP continuera de débattre des façons pratiques et réalistes d'appliquer les enseignements du Pape, dans la recherche d'alternatives constructives en vue de promouvoir la dignité humaine. Elle le fera à travers l'analyse et l'interprétation de nouveaux faits sociaux, et en tenant compte des défis internationaux actuels. On attend des membres de la Fondation CAPP qu'ils contribuent à élaborer et à diffuser les résultats de ses recherches et à les traduire en action dans leur cercle de contacts et dans la mesure de leurs possibilités.

Dans l'actuel contexte politique agité, avec les mouvements d'extrême droite et d'extrême

11 S.Exc. Mgr Paul Gallagher, secrétaire pour les relations avec les Etats, discours à la conférence de la Fondation CAPP, 14 mai 2016.

12 Pape François, Message pour la journée mondiale des communications sociales, 2014

gauche qui semblent gagner du terrain, tandis qu'une majorité semble déçue par la politique, les personnes désirant réconcilier leur foi chrétienne et leur engagement social et politique doivent abandonner les préjugés et s'ouvrir au dialogue, dans ce que le Pape François appelle la *culture de la rencontre*.

Faire partie d'un groupe comme la Fondation CAPP signifie adhérer à un nouvel humanisme, orienté vers le présent et l'avenir, dans le but d'intégrer, de dialoguer et de fournir de nouvelles réponses créatives.

Du Vatican, mars 2017